



**AgEcon** SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Le développement local, mode ou mouvement.social ?

Monsieur Marcel Jollivet

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Jollivet Marcel. Le développement local, mode ou mouvement.social ?. In: Économie rurale. N°166, 1985. pp. 10-16;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1985.3137>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1985\\_num\\_166\\_1\\_3137](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1985_num_166_1_3137)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## Résumé

« Nous assistons aujourd'hui à un renouveau du "local" ou de la "localité" ». Ceci est affirmé aussi bien dans des rapports de commissions ou de groupes de réflexion officiels (1) que dans des publications à caractère scientifique (2). Peut-on effectivement constater un plus grand intérêt pour le niveau local? Si oui, depuis quand? Comment l'expliquer? Chez qui se manifeste-t-il? S'agit-il d'une transformation des rapports sociaux eux-mêmes ? ou d'un changement de regard (et du regard de qui ?) sur la société ? A défaut de pouvoir fournir des réponses définitives à ces questions, il apparaît pour le moins assez important de les clarifier pour donner une signification au phénomène si phénomène il y a. Par ailleurs c'est, une fois de plus, à une réflexion sur le statut même des sciences de la société, saisi à travers leurs rapports avec les évolutions sociales et les évolutions du discours social, que nous convient ces questions.

## Abstract

There is today a growing interest in local approaches both in reports of public bodies and think tanks and in scientific publications. Is this impression valid ? When did it start ? Why did it occur ? Who adopts those views ? Is it a change of approach towards society or a change in the social relationships themselves? Some of these questions cannot be definitely answered but a clarification can be attempted. They lead to a reflexion on the role of social sciences.

## LE DÉVELOPPEMENT LOCAL, MODE OU MOUVEMENT SOCIAL ?

Marcel JOLLIVET\*

### Résumé :

« Nous assistons aujourd'hui à un renouveau du "local" ou de la "localité" ». Ceci est affirmé aussi bien dans des rapports de commissions ou de groupes de réflexion officiels (1) que dans des publications à caractère scientifique (2). Peut-on effectivement constater un plus grand intérêt pour le niveau local ? Si oui, depuis quand ? Comment l'expliquer ? Chez qui se manifeste-t-il ? S'agit-il d'une transformation des rapports sociaux eux-mêmes ? ou d'un changement de regard (et du regard de qui ?) sur la société ? A défaut de pouvoir fournir des réponses définitives à ces questions, il apparaît pour le moins assez important de les clarifier pour donner une signification au phénomène si phénomène il y a. Par ailleurs c'est, une fois de plus, à une réflexion sur le statut même des sciences de la société, saisi à travers leurs rapports avec les évolutions sociales et les évolutions du discours social, que nous convient ces questions.

### Summary :

### LOCAL DEVELOPMENT, FAD OR SOCIAL MOVEMENT ?

There is today a growing interest in local approaches both in reports of public bodies and think tanks and in scientific publications. Is this impression valid ? When did it start ? Why did it occur ? Who adopts those views ? Is it a change of approach towards society or a change in the social relationships themselves ? Some of these questions cannot be definitely answered but a clarification can be attempted. They lead to a reflexion on the role of social sciences.

### RENOUVEAU DU LOCAL (OU DE LA LOCALITÉ) COMME THÈME (OU COMME NIVEAU) DE RECHERCHE ?

Si les recherches sur le local connaissent aujourd'hui un développement, il convient de souligner qu'elles ne sont pas une nouveauté. Il suffit de rappeler deux traditions en ce domaine : celle de la géographie et de l'histoire agraires régionales qui nous a valu, et qui continue de nous valoir, en particulier, les grandes thèses universitaires qui constituent le fondement de nos connaissances sur les sociétés rurales françaises (3) et celle de l'ethnologie et de la sociologie rurale, pour qui la monographie est depuis longtemps la voie — et la méthode — privilégiée de recherche. Il n'est pas inutile de procéder à ce rappel, car il permet de mieux situer les considérations qui viendront ensuite. Il est aussi une invitation à ne pas tomber dans le fâcheux travers, trop fréquent dans nos disciplines, qui consiste à ignorer superbement les écrits antérieurs ; ce qui aboutit à des dispersions et nuit à l'intégration cumulative des recherches.

Que ceux qui se lancent aujourd'hui dans des recherches sur le « local » ne négligent pas ce que les « ancêtres » ont écrit. Se situer par rapport à eux leur fera prendre la véritable mesure de l'originalité et de leur propre démarche et des phénomènes sociaux qu'ils étudient. Cette originalité établie, la moitié du chemin est parcourue. Et la rigueur est assurée, qui permet de situer historiquement ce qu'est le « local » d'aujourd'hui, car pour être caractérisé

comme social, un phénomène quelconque a besoin en premier lieu d'être caractérisé dans son historicité. Ceci est particulièrement important s'agissant du « local », fait historique par excellence et qui a besoin d'être défini et traité comme tel, si l'on veut éviter banalités et contresens : le « local » actuel doit être décrit dans sa spécificité.

De la même manière, il n'est pas sans intérêt de se demander pourquoi l'on parle aujourd'hui de « local » ou de « localité » et non plus de « société », ni même de « collectivité » locales, encore moins de « communauté » (Tievan, 1983 ; Billaud et al., 1983 ; Eizner, 1974). Cette seconde question renvoie à la première : l'évolution des mots exprime que, d'une étape à l'autre, l'on ne parle plus tout à fait de la même chose d'une part et que, d'autre part, le contexte social, politique, idéologique dans lequel la recherche formule ses problématiques évolue.

Dire que la poussée d'intérêt pour le local, aujourd'hui, n'est en tout état de cause qu'une résurgence, occulte encore le fait que, dans certains domaines au moins, l'intérêt pour le « local » ne s'est jamais démenti. Il suffit d'en appeler au témoignage de la bibliographie ethnologique, géographique, historique, sociologique, et de citer les grandes opérations de recherche placées sous le signe du « local » et qui s'appuient d'ailleurs sur des démarches fondamentalement monographiques, fussent-elles pluridisciplinaires. Qui ne se souvient de ces vastes entreprises qu'ont été le programme pionnier lancé en 1962 sur la commune de Plozevet, microcosme qui devait

\* Groupe de Recherches Sociologiques, Bâtiment G, Faculté de Nanterre, 92001 Nanterre Cedex.

1. Commissariat Général du Plan.

2. Sociologie du travail, 1983.

3. Parmi les plus récentes, citons à titre d'exemple, Duboscq (1983) et Muller, Guermont (1984).

permettre de comprendre par la pluridisciplinarité tous les types de changements économiques et sociaux (Burguière, 1975), les recherches coopératives sur l'Aubrac (1964-1966) et sur le Châtillonnais (1966-1968). J'ai moi-même participé à un programme assez ambitieux puisqu'il ne visait rien moins qu'à élaborer une typologie des sociétés rurales françaises (1962-1964); sa démarche était fondamentalement localiste. Un des ouvrages qui en a résulté portait même explicitement sur les « problèmes méthodologiques et théoriques de l'étude locale en sociologie rurale » (Jollivet, 1974). L'ATP du CNRS « observation continue du changement social et culturel » (1977-1983) poursuit dans la même direction, tout en élargissant le champ d'observation à la ville.

Les programmes lourds que la DGRST a financés à partir des années 70 ont maintenu vivante l'orientation de recherche illustrée par les programmes « Aubrac » et « Châtillonnais »; citons les programmes Margeride (1972-1979), Briançonnais (1971-1981), Monts Dômes (1974-1976), Vosges (1973-1977), Méjean (1974-1978), etc.

Les programmes de recherches ruraux du PIREN au CNRS et de nouvelles initiatives du comité DMDR (4) poursuivent dans la même voie, même si c'est à chaque fois avec des perspectives différentes.

De nombreuses équipes de l'INRA se sont trouvées associées à ces démarches de type monographique et régional interdisciplinaire. En 1980, la création du SAD à l'INRA institutionalisait en quelque sorte la démarche, lui donnait droit de cité au sein de l'INRA.

Ainsi, depuis plus de 20 ans, une véritable chaîne ininterrompue de programmes de recherche lourds assure la continuité scientifique à une démarche de recherche qui s'inscrit au niveau local et analyse dans ce cadre les transformations économiques, sociologiques, agronomiques, voire écologiques. Et ce ne sont là que les témoins les plus visibles d'une orientation et d'une pratique de recherche qui restent celles de toute une partie de la communauté scientifique, dans le domaine des sciences de la société. Et l'on voit que, si l'on peut parler de renouveau dans les recherches sur le « local », ce n'est pas d'un renouveau dans un désert qu'il s'agit.

Il est vrai qu'appliquée à ces recherches, la notion de « local » est prise dans son sens le plus étendu. Ainsi, aucune d'elles et aucune des publications qui en résultent ne sont mentionnées dans « Regards sur la localité » (Billaud et al., 1983). La bibliographie présentée dans ce volume est celle qui a le « local » ou la « localité » comme objet même de recherche. Le champ se trouve restreint pour l'essentiel à la sociologie, avec une certaine extension vers la géographie. Quelques grandes dates ont récemment marqué l'émergence de ces orientations de recherche (ARF, 1978, 1983; Économie et Humanisme, 1976, 1977; Espaces et Sociétés, 1977, 1979; Études Rurales, 1976, 1977; Ledrut, 1979; Sfez, 1975-77, 1979; Sociologie du travail, 1983). La recherche sur la typologie des sociétés rurales et l'ATP « Observation du changement social » encadrent ces temps forts de la chronologie des recherches sur la localité et en étendent la durée. Là aussi, une continuité peut être mise en évidence. J.P. Billaud (1983, p. 7) écrit qu'« il faut attendre les années 1976-1977

pour que les études portant sur la localité deviennent importantes ». Et, de fait, un pointage par date des références citées fait nettement apparaître 1977 comme le sommet d'une courbe de fréquences qui commence en 1973-74. Mais cette courbe décroît très vite et, dès 1981-82, il semble que la vague soit terminée : on retombe au même niveau qu'en 1970. Les temps du « local » seraient-ils déjà révolus ? Ce colloque serait-il déjà anachronique ? Même si on peut s'interroger sur la représentativité de l'échantillon bibliographique retenu, on peut, à tout le moins, dire que nous ne sommes plus au sommet de la vague.

En tout état de cause, il paraît difficile, pour faire le bilan qui nous intéresse ici, de ne pas tenir compte des recherches qui portent sur le « local » même si elles ne s'affichent pas comme telles. Elles analysent en effet de facto ce qui se passe au niveau local, même si cette analyse demeure à un premier degré et ne se réfère pas à une quelconque « théorie » du « local ».

On peut envisager autrement cette impression d'assister à une recrudescence d'intérêt pour le « local ». Le « local » n'occupe-t-il pas en fait la place laissée libre par la sourdine mise aux grands débats macrosociologiques (autour du thème de l'État, par exemple, ou de la lutte des classes) ou macroéconomique (autour des explications de la crise et des remèdes à la crise, par exemple). Ne se trouverait-on pas face à une crise des grands schémas explicatifs qui avaient cours jusqu'ici et qui se révéleraient impuissants à rendre compte de la crise des rapports sociaux que toutes les sociétés connaissent aujourd'hui ? La place occupée par le « local » dans les réflexions sur la société serait en quelque sorte le reflet d'une place croissante que celui-ci occuperait dans le social, face à l'impuissance des grandes structures à assumer les rôles organisateurs et régulateurs, fut-ce à travers les conflits, qu'elles jouaient dans la société capitaliste.

Le « local » comme recours, tel serait le mot d'ordre adapté aux maux du temps. C'est une thèse très fréquente dans beaucoup de textes portant sur le « local » (Autrement 1983, Mathieu, p. 28).

#### **Y A-T-IL RENOUVEAU DU « LOCAL » OU DE LA « LOCALITÉ » DANS LE SOCIAL ?**

On doit là rappeler des évolutions et des appréciations sur ces évolutions — qui sont très connues. Encore faut-il les situer, elles aussi, dans une histoire, afin d'en prendre une mesure plus réelle, plus circonstanciée que celle qui découle d'une vision sur le court terme, voire d'une plus ou moins inconsciente propension à transformer « l'air du temps », les modes, en autant de tendances lourdes. Or, l'air du temps n'est fait que de la multiplicité des regards que la société porte dans l'instant sur elle-même pour essayer de se comprendre, et des mots d'ordre qu'elle met successivement ou concurremment en avant pour tenter de donner corps à — et donc de se donner — un projet social susceptible de mobiliser les forces sociales dans une démarche cohérente et intégratrice. Les invocations du « local » et les références au « développement local » font partie de ces tentatives de la société de se rendre transparente à elle-même et de se donner un projet pour sortir de la crise (sociale et culturelle autant qu'économique) dans laquelle elle se débat. Mais sont-elles autre chose que des formules incantatoires destinées à conjurer le sort et à

4. PIREN : Programme Interdisciplinaire de Recherche sur l'Environnement. DMDR : Diversification des Modèles de Développement Rural.

Comité rattaché à la Direction Agriculture et Industries Agro-Alimentaires du Ministère de la Recherche.

rassurer? Une synthèse des arguments avancés (Autrement, 1983, p. 28; Commissariat Général du Plan, comment vivrons-nous... pp. 88-89) pour dire qu'il y a «renouveau» (5) du «local» peut s'organiser autour de deux axes:

### 1. Y a-t-il un renouveau des communes (et des sociétés) rurales ?

Une des constatations récentes qui a le plus attiré l'attention des observateurs des évolutions des campagnes françaises est l'inversion des tendances dans les évolutions respectives de la population rurale et de la population urbaine: entre 1975 et 1982, pour la première fois depuis plus d'un siècle, la population rurale croît alors que la population urbaine — pratiquement — se stabilise, en rupture là aussi par rapport à une tendance séculaire qui était caractérisée par une forte, et même très forte dans les dernières décennies, croissance. Il y a incontestablement là un fait nouveau (Commissariat Général du Plan, 1983).

Toutefois le seuil de 2000 habitants agglomérés, qui sert à distinguer population rurale et population urbaine, est loin d'être totalement satisfaisant pour apprécier l'évolution réelle de la population rurale. Il faudrait se livrer à des analyses beaucoup plus fines pour être rigoureux. Ce seuil, pris tel quel et au premier degré, n'a aucun intérêt comme indicateur sociologique. Ceci dit, le fait que le biais qu'il introduit dans l'évolution de la population rurale n'empêche pas que l'on puisse maintenant constater une augmentation de celle-ci, n'en est que plus significatif: il faut que cette augmentation soit particulièrement nette et particulièrement diffuse pour que les statistiques la traduisent.

Par ailleurs les évolutions constatées entre 1975 et 1982 ne commencent pas entre ces dates; elles s'amorcent entre 1962 et 1968, voire peut-être même un peu avant 1962. Depuis 1962, en moyenne et sur la base d'un décompte intercensitaire, la population des communes rurales décroît de moins en moins (elle se stabilise entre 1968 et 1975) et la population des communes urbaines croît de moins en moins (pour grosso modo se stabiliser entre 1975 et 1982). Donc c'est à une tendance qui date déjà d'une vingtaine d'années que nous avons affaire et non pas à un renversement soudain et spectaculaire. D'une certaine manière, cela donne plus de poids et de solidité, plus de signification sociale aussi, au phénomène.

Enfin la croissance de la population rurale se situe largement dans le prolongement de l'extension en tache d'huile des agglomérations urbaines et des ZPIU (6). Parmi les communes rurales dont la population augmente, un petit tiers est situé en ZPIU, une petite moitié est proche d'une ZPIU, moins d'un cinquième seulement fait partie du rural «profond». Et 45% des communes rurales continuent de voir leur population diminuer (soit plus de la moitié des communes rurales hors ZPIU). Enfin, la croissance de la population des communes rurales est due à un exode urbain et non pas à un solde naturel positif (7).

Ainsi le «renouveau» démographique des campagnes rurales n'est ni très récent, ni généralisé, ni majoritairement d'origine endogène. Autant de remarques qui conduisent à le relativiser. Il n'en demeure pas moins qu'il touche 55% des communes rurales et surtout des communes rurales de toutes tailles (et plus seulement les plus grosses d'entre elles): le taux de croissance moyen est pour la première fois positif dans toutes les catégories de taille, même dans les communes qui ont moins de 100 habitants (Boudoul, Faur, 1982).

Fruit d'un exode urbain, cette augmentation de la population des communes rurales se traduit par une transformation, qui représente elle aussi une inversion d'une tendance séculaire, dans la composition sociale de la population: après s'être de plus en plus réduite — et identifiée — à la population agricole, la population rurale est aujourd'hui très nettement plus ouvrière que paysanne. Là encore, il s'agit d'une observation globale: la situation est très différente entre les communes rurales comprises dans les agglomérations urbaines ou les ZPIU, ou proches d'elles, et les communes rurales qui demeurent à dominante, voire exclusivement agricoles. Néanmoins, globalement, la population ouvrière représente en 1982 un tiers de la population comptée rurale à cette date, alors que la population agricole n'en représente qu'un quart (8). Cette évolution dans la composition sociale de la population rurale vient de loin. Il faudrait en reconstituer l'histoire de façon très précise pour sortir des généralités et des idées reçues à ce sujet. Selon les données brutes classiques dont nous disposons, c'est avant 1954 que s'opère le renversement et que l'on passe des campagnes agricoles à des campagnes dans lesquelles la population non agricole devient majoritaire dans la population rurale (Bontron, Mathieu, 1968, p. 115). Aujourd'hui, la population rurale est plus ouvrière que la population urbaine.

Les transformations démographiques, et les transformations sociales qu'elles entraînent, débouchent sans aucun doute dans de très nombreuses communes rurales sur des modifications très sensibles des rapports de pouvoir. Le remplacement des agriculteurs par des non-agriculteurs dans les conseils municipaux ajuste progressivement la représentation politique locale à la nouvelle composition sociale — et sociologique — de la population et l'adapte aux nouveaux problèmes et aux nouvelles tâches de la gestion municipale. Il aboutit, semble-t-il et autant que nous le sachions, à un rôle politique local croissant de ces différentes catégories sociales que l'on regroupe sous le terme commode de «classes moyennes». Il faut préciser que cette irrésistible ascension des (dites) classes moyennes dans le milieu rural n'est pas absolument récente: elle était déjà sensible aux élections municipales de 1977 (et peut-être même avant) (Jollivet, 1977). Mais il faut bien dire que les données nous manquent pour en apprécier de façon précise et rigoureuse les étapes et l'importance, ainsi que pour mieux caractériser les formes qu'elle prend (Études Rurales, 1976 et 1977; ARF, 1983).

5. J'emprunte le mot aux auteurs qui en parlent (notamment Lamour, 1983).

6. ZPIU: Zone de Peuplement Industriel et Urbain.

7. Cf. pour les chiffres, Boudoul et Faur (1982) et, pour les cartes, Geomedia (1984).

8. En 1982, la population des ménages d'agriculteurs exploitants, de

salariés agricoles et de retraités de l'agriculture représente 26,2% de la population rurale totale (cette population inclut les membres de ces ménages qui ne travaillent pas dans l'agriculture). La population des ménages des ouvriers et des retraités de l'industrie et de l'artisanat représente 33,7% de la population rurale (calculs communiqués par J.C. Bontron).

Sans doute peut-on globalement la lier aux évolutions démographiques dont il a été question précédemment.

Ces transformations dans les rapports de pouvoir internes à la commune sont d'autant plus importantes qu'elles se situent dans le contexte de la régionalisation qui bouleverse localement les règles du jeu du clientélisme politique, au niveau des élus, et de la déconcentration administrative qui confère plus de pouvoir aux élus municipaux. Ces changements sont susceptibles de réouvrir le jeu politique local et de créer des périodes d'instabilité, de luttes de pouvoir, en attendant que s'opèrent reclassements et nouveaux équilibres. Mais là encore, n'oublions pas le passé immédiat : la régionalisation en cours est l'aboutissement d'un processus politico-administratif qui dure depuis un quart de siècle au moins (9) et sa mise en place tout au long de cette période a déjà — et de longue date — contribué à une réarticulation progressive des rapports entre pouvoir local et pouvoir central. Je me contenterai là-dessus de renvoyer à l'ouvrage bien connu de P. Grémion qui s'appuie sur une recherche qui a eu lieu entre 1964 et 1969 (Grémion, 1976).

On parle aussi beaucoup de l'augmentation du nombre des associations dans les communes rurales. Là-dessus nous disposons de quelques données, grâce au colloque que l'Association des Ruralistes Français a consacré à la question en 1978 (Agulhon, Bodiguel, 1981). Les observations ponctuelles faites ici et là dans les communes rurales permettraient effectivement de conclure à un nouvel essor de l'associationnisme à partir des années soixante-six, alors qu'un déclin très net s'observerait à partir de 1950-55. Et surtout, la nature des associations et l'origine sociale de leurs adhérents, et des responsables, changent du tout au tout. A l'associationnisme professionnel agricole (CETA, CUMA, GAEC...) et à l'associationnisme de défense culturelle aux mains des notables, succède un associationnisme à finalités sociales (associations familiales, clubs d'enfants, etc.), sportives ou socio-culturelles au sens large du terme. Cette évolution est à mettre en rapport avec le mouvement de croissance et de diversification de la population des communes rurales.

Recherche de nouvelles formes de sociabilité, luttes pour le pouvoir, recompositions sociales : tous ces phénomènes provoquent incontestablement une agitation sociale inaccoutumée dans bon nombre de communes rurales et sont à l'origine de ce que l'on pourrait appeler une nouvelle « créativité sociologique ». La structure sociale et les conflits dominants ne sont plus celle et ceux d'un microcosme agricole traversé par les grandes évolutions techniques, économiques et foncières de l'agriculture (évolutions qui, au demeurant, tendaient à se ralentir) ; ils sont celle et ceux qui sont provoqués par l'intégration d'une population et de couches sociales nouvelles au noyau de population ancien. L'arrivée des nouveaux habitants a pu commencer — et a souvent commencé — par produire une véritable segmentation de la société locale. Les associations, les luttes de pouvoir sont le moyen et marquent le temps de leur inévitable entrée dans la société locale. Certaines études nous montrent que ceci s'opère au travers d'une véritable catharsis. Si la diversité des cas de figure est, selon toute

vraisemblance, très grande, le sens général du mouvement ne peut être qu'une nouvelle production de sociabilités et de sociétés locales. Mais dira-t-on qu'il s'agit d'un renouveau du « local » ? ou d'une simple transformation du « local » ? L'échec infligé à toutes les tentatives de fusion de communes (et Dieu sait si elles ont été poussées loin et si elles ont fait l'objet de raffinements de procédures !) montre assez que le « local » n'avait pas attendu le sang frais apporté par les nouveaux arrivés pour exister. Simplement un « local » a pu en remplacer un autre. Ou bien a tout simplement obligé l'ancien à se réactiver pour rester maître du terrain.

Tout au plus, peut-on dire qu'un « local » plus ou moins bruyant ou animé, voire agité, un « local » qui a besoin de s'explicitier, de se mettre en scène, pour prendre corps, se substitue à un « local » silencieux, secret, souterrain, un « local » qui est implicite et qui peut, et peut-être même doit, le rester pour durer. Ce n'est pas pour opposer un « local » consensuel d'un côté — qui serait l'ancien — et un « local » conflictuel, voire fondé sur des antagonismes, de l'autre — qui serait le nouveau. Le « local » ancien comporte ses conflits, voire ses antagonismes irréductibles, même s'il les occulte. Le « local » nouveau ne va pas sans un minimum d'allégeance (sans quoi il n'y aurait tout bonnement pas de « local »). Qu'ils s'opposent ou s'allient, les nouveaux arrivés s'engagent. Prenant parti, ils deviennent partie prenante du jeu local, ils inscrivent certains des enjeux de leur quotidienneté dans le lieu, qui ainsi devient leur territoire. Cela est d'autant plus facile que, très souvent, c'est en tant que petits propriétaires dans une société de petits propriétaires qu'ils agissent et se déterminent. S'il y a bien renouveau du « local », c'est d'abord pour eux, pour ces transfuges des banlieues « anomiques » qui redécouvrent une territorialité. Ainsi, dans ces communes où la population augmente, les partenaires et les bases des conflits changent.

Il peut en aller de même dans les communes dont la population permanente stagne, mais qui connaissent des afflux périodiques plus ou moins importants d'habitants temporaires, résidents secondaires ou simples touristes de passage. Là aussi, la nécessité de mettre en place les infrastructures et les structures d'accueil indispensables déplace les problèmes et change la nature des conflits. Et, bien que n'étant pas comptés dans la population de la commune, les résidents secondaires s'érigent souvent en partenaires du jeu local en s'inscrivant sur les listes électorales.

Enfin, dans les communes qui demeurent à l'écart de ces mouvements, c'est-à-dire qui restent des communes agricoles, et dans lesquelles la population ne peut donc que décroître, même si c'est très lentement, le seul changement des conditions et du mode de vie aboutit à faire évoluer les questions qui se posent à la gestion municipale ; il peut donc là aussi réactiver des antagonismes ou en susciter de nouveaux.

Au total, c'est sans doute la très grande majorité des communes rurales qui sont contraintes de se mettre à jour et qui entrent dans des processus de changement qui renouvellent la vie locale. Bien sûr, ceci se fait avec des intensités et selon des modalités extrêmement variables.

9. La délimitation des 21 régions de programme date de 1958.

On peut donc sans doute dire que le mouvement même d'industrialisation qui a entraîné depuis un siècle et demi l'exode rural, la concentration de la population dans les villes — et plus particulièrement les grandes villes — et une coupure sociologique toujours plus poussée entre villes (industrielles, tertiaires, touristiques, etc.) et campagnes (devenant de plus en plus exclusivement agricoles), produit aujourd'hui le contraire. Pourquoi? Pour la simple raison que les vagues concentriques successives d'implantation de la population dans les villes se sont avancées toujours plus dans le rural, souvent à travers les relais des villes moyennes, puis des petites villes, au point de finir parfois par se rejoindre et de faire de la France une énorme connurbation multipolaire avec un rural interstitiel lui-même transformé de l'intérieur par l'évolution des modes de vie. Mais là non plus, ne faisons pas d'une nouvelle étape de l'histoire le début de l'histoire.

## **2. La crise du modèle de développement et ses répercussions sur le « local »**

On peut dire que c'est à une crise du travail que nous avons fondamentalement affaire aujourd'hui: l'organisation taylorienne du travail, la grande usine et les rapports sociaux qui la caractérisent sont remis en question tant en raison de changements dans les attitudes et les aspirations des travailleurs à la recherche d'un nouveau mode de vie, que par suite des évolutions technologiques. On se souvient de la parution, en 1979, de l'ouvrage de E.F. Schumacher «Small is beautiful» (Schumacher, 1979). Aujourd'hui, on compte sur les PME plus que sur les grandes entreprises pour créer des emplois. Et le développement de l'esprit « maison », à la japonaise, comme moyen d'augmenter la productivité est à l'ordre du jour. Pendant ce temps-là, et comme dans toutes les grandes crises économiques, la combativité de la classe ouvrière s'affaiblit. En outre, les syndicats sont pris au dépourvu: ils ne sont ni doctrinalement prêts, ni concrètement organisés pour mener les actions collectives qui correspondent à l'époque. Il leur faut adapter leurs plateformes de revendications, leurs structures et leur mode de fonctionnement, et leurs stratégies. Comment défendre collectivement des horaires à la carte? Comment gérer syndicalement la nécessaire souplesse de l'emploi, les reconversions indispensables, etc. ?

Il en va de même chez les agriculteurs, qui subissent eux aussi de plein fouet les conséquences de la crise. Ceci ne veut pas dire que la lutte syndicale ait cessé dans leurs rangs. Le pluralisme syndical est au contraire plus que jamais à l'ordre du jour. Mais on ne peut pas dire que ceci se traduise par un développement des luttes sur le terrain. Et les agriculteurs viennent d'avaloir quelques sérieuses couleuvres sans trop broncher. Mais où sont les « Joint Français » et autres grèves du lait d'antan?

En fait, ce qui correspond le plus, dans l'agriculture, aux transformations structurelles de la sphère productive industrielle, c'est le débat qui s'instaure autour du développement agricole. Le modèle de développement fondé sur l'organisation en filières et la spécialisation fait moins l'unanimité et on assiste à un retour à la notion d'exploitation agricole, prise comme une entité au sein de laquelle des équilibres doivent être respectés. Une conception horizontale du développement agricole se substitue à la conception verticale qui prévaut depuis un quart de siècle

(ou au moins vingt ans). C'est là encore une façon de parler en termes de localité, d'autant plus que, dans cette perspective, on remet l'accent sur les articulations nécessaires entre développement agricole et développement rural, ainsi que sur la recherche d'une autonomie plus grande de l'exploitation par rapport au marché, à travers le développement de l'auto-provisionnement (ou des autofournitures).

Il faut toutefois souligner que cette conception d'un développement agricole plus diversifié, plus polyvalent et s'appuyant davantage sur des groupes et des structures locales (des circuits courts de commercialisation par exemple) renvoie à des pratiques qui, elles, ne datent pas d'aujourd'hui. On peut dire que — les États Généraux du Développement Agricole l'ont montré — c'est la conception défendue par les agriculteurs qui sont restés prudents par rapport à la spécialisation et l'intensification, qui continuent d'avoir plusieurs productions et qui n'ont adopté que de façon très sélective les techniques intensives. Et qui demandent que le développement agricole soit maintenant conçu, dans ses structures comme dans sa doctrine, pour répondre à leurs besoins, et non plus seulement aux besoins des agriculteurs les plus intensifs et les plus spécialisés.

Que ce discours sur le développement émerge s'explique très largement par la crise économique (et notamment par l'augmentation des coûts de l'énergie et des produits industriels utilisés par l'agriculteur). Mais on trouve également à son origine la même revendication concernant le travail et le mode de vie que chez les autres travailleurs: ceci aussi est une des grandes conclusions des États Généraux du Développement Agricole (Eizner, 1985). Et il fait partie du discours d'ensemble, qui ne cesse de s'amplifier depuis quelques années, autour du développement local.

Local ou, autres variantes, décentralisé, déconcentré, endogène, ascendant, etc.

Dans le contexte idéologique actuel, toutes ces notions apparaissent porteuses d'une doctrine de développement qui pourrait être — qui se donne pour être — une alternative et un moyen de sortir de la crise. Mais on peut dire aussi qu'il y a derrière ces mots un phénomène qui est antérieur à la crise et qui est au contraire un des ultimes produits de la croissance: je veux parler du mouvement de « développement régional » (je reprends les termes de l'époque) qui a littéralement explosé dans les années 60. Ce mouvement s'est exprimé à travers la création de très nombreux « comités d'expansion » ou « d'étude et d'action » qui s'identifiaient à un espace précis et qui se donnaient comme objectif d'impulser et de coordonner les initiatives par la concertation entre tous les partenaires concernés par la vie économique et sociale locale. Ce sont même ces comités qui ont été à l'origine des « Comités d'expansion économiques régionaux » institués par le gouvernement Mendès-France. Ce sont là les premiers embryons de l'institution régionale. Tous ces comités ont préfiguré d'une certaine manière le mouvement des « comités de pays », qui débute dans les années 50 (Quéré, Dressler-Holohan, 1978). Ils se sont même fédérés pour donner naissance au Conseil National des Économies Régionales en 1960 (Jollivet, 1963). Ce que viennent de faire les comités de pays eux-mêmes. Si le développement

local est à l'ordre du jour, ce n'est donc que dans le prolongement de certains courants (dont l'histoire est d'ailleurs bien antérieure à ce que j'en évoque ici). Là aussi donc des continuités peuvent — et doivent — être rappelées, si l'on veut comprendre ce que l'on observe.

Compte tenu de ces observations, on pourrait proposer une hypothèse qui ferait du mouvement en faveur du développement local, comme du mouvement des pays, la contrepartie, l'autre face, du mouvement de redressement démographique des villes moyennes, puis des petites villes, puis des zones rurales. Rappelons-nous la vogue qu'a connue l'idée d'industrialisation du milieu rural dans les années soixante. Que de zones industrielles de communes rurales sont devenues des « friches industrielles » avant que (et faute) d'avoir jamais été remplies !

Dans cette perspective, le fait que, dans les années 60 (avant la crise), on n'ait pas parlé de développement local, mais de développement régional et que, dans les années 70 (après la crise) (autant de choses qu'il faudrait vérifier de près, d'ailleurs), on se soit mis à parler de développement local, est intéressant et mériterait d'être analysé de près. Mais le changement de dénomination ne doit pas occulter la continuité du fait, s'il s'avérait (à vérifier aussi) que l'on peut bel et bien en la matière parler de continuité.

Ainsi, l'impression de renouveau du « local » viendrait en fait, en l'occurrence, de l'apparition d'une autre façon de dénommer socialement un phénomène qui, lui, n'aurait rien de nouveau.

S'il en est bien ainsi, c'est donc l'apparition d'un nouveau projet social de développement que signifie l'emploi du terme « local » et c'est à le désigner, à l'afficher, pour le proposer comme objectif à l'action collective, qu'il vise.

Il semble que, pour comprendre l'actualité du thème « local », il faut introduire une autre dimension, qui est politique, au sens le plus essentiel du terme : la crise de l'État.

Ce qui explique l'audience — encore une hypothèse — de l'idée de « local », c'est le fait que certaines instances importantes de l'État, sinon l'État dans son ensemble, voient dans le « local » un des moyens d'amortir les conséquences de la crise et peut-être même un des moyens d'en sortir.

Ce ne serait pas la première fois que l'État s'appuie sur son échelon local — les collectivités locales — pour « moderniser » l'ensemble du territoire. Ce fut déjà le cas pour l'électrification, l'adduction d'eau, etc. Plus récemment, ce fut le cas pour toutes sortes d'équipements publics (l'analyse des fonctions des SIVOM en fournirait une liste instructive). C'est le cas aujourd'hui pour le tout-à-l'égout, les réseaux câblés, etc. Et c'est le cas, en dernier ressort, et d'une manière qui déborde très largement les prérogatives traditionnelles des collectivités locales (et en particulier des communes — les municipalités — et des départements — les conseils généraux —) pour l'emploi. Et pas seulement les emplois d'intérêt collectif ou toutes autres formules assimilées, mais également, et surtout même par les effectifs concernés, l'emploi industriel, à travers le sauvetage des entreprises en difficulté. Les exemples abondent où les collectivités locales ont dû, à

leur corps défendant parfois, se mêler des affaires privées, voire se transformer en employeurs directs (Ganne, 1983).

C'est ce que l'on appelle renforcer les solidarités, ce qui peut supposer en créer de nouvelles. Pour ce faire, le niveau local est tout indiqué en raison de la proximité sociale qui y règne. Comment les élus locaux pourraient-ils résister, surtout dans les moyennes et petites communes, à la pression de leurs électeurs menacés de chômage ? Mais l'intérêt de la localité va bien plus loin que cette solidarité institutionnelle. La « solidarité » matérielle peut être diffuse : il n'y a pas d'économie informelle sans réseau d'interconnaissance (autrement dit, le travail noir suppose un circuit d'information discret et une confiance réciproque des partenaires). Et la solidarité symbolique a une valeur d'autant plus grande, par les temps qui courent, qu'elle est gratuite : chacun sait que l'homme ne vit pas que de pain et que l'anomie des grands ensembles est source de délinquance. La « localité » peut dispenser la chaleur des échanges sociaux et est armée du bras séculier du contrôle social (elle peut aussi s'armer carrément pour assurer son autodéfense) (Dulong, 1983). Pour l'État, la première vertu du « local », c'est qu'il assure l'ordre : c'est tant mieux si, **en plus**, il fait un petit peu le bonheur des gens par la convivialité qu'il secrète.

On peut donc dire que le « local » n'a jamais cessé de se manifester, qu'il existe par sa permanence même parce qu'il est fait de mémoire collective et de rapports sociaux approfondis par l'usage, qu'il n'a jamais cessé de se transformer non plus car les gens et les grandes et petites questions autour desquels il se tisse sont les sujets et la matière même de l'histoire et, enfin, que si l'on parle aujourd'hui de son renouveau, c'est parce qu'on ne croit qu'à ce qu'on entend et qu'en effet aujourd'hui il fait plus de bruit, alors que les grands ténors sociaux se taisent.

Lame de fond à travers laquelle la société française se recompose territorialement, il entérine — et achève — le long mouvement de redistribution des activités et surtout des hommes et des femmes dans l'espace français. Il se serait donc de toute façon produit. Mais le contexte de crise amplifie son écho et l'importance qui lui est attribuée. Le fait même qu'il apparaisse comme nouveau et chargé de positivité provoque un transfert sur lui d'attentes de toutes sortes, dans une période où les grands projets qui ont porté la société française durant la phase de croissance paraissent essoufflés. Il faut là ramener les choses à leur juste valeur. Progressivement se dégagera la véritable portée du mouvement, et apparaîtront ses limites. Mais il ne faut pas sous-estimer l'intérêt de cette « promotion symbolique » (et aussi idéologique) du « local » et du « développement local ». C'est elle qui apporte l'énergie sociale que tout travail de production de la société exige. Le « local » en a d'autant plus besoin que, pour qu'il puisse développer toutes ses potentialités, une véritable inversion de la hiérarchie des valeurs sociales globales est nécessaire. La société évoluant toujours à travers des tâtonnements, il faut aussi beaucoup d'échecs pour fixer les limites du possible. Et il faut beaucoup d'utopie pour les faire reculer.

\*  
\* \*

L'existence d'un phénomène de reterritorialisation est indubitable. Il est encore loin d'avoir épuisé tous ses effets ; il n'a sans doute même pas encore achevé sa montée en puissance. Les développements qu'il est appelé à connaître dépendent d'une multiplicité de facteurs.

Il ouvre un champ nouveau, non seulement d'action, mais également d'analyse et de recherche : champ nouveau non pas — encore une fois — à cause d'une quelconque nouveauté du « local » (il ne s'agit là que d'une pseudo-nouveauté), mais parce que le « local » auquel nous avons affaire aujourd'hui est, lui, irréductiblement nouveau dans ses caractéristiques, son mouvement, les partenaires qu'il met en jeu, etc. Il est non seulement intéressant, mais indispensable, de l'analyser dans sa nouveauté et de montrer comment il s'articule avec le « local » en place, ce qu'il hérite éventuellement de celui-ci (et les héritages sont généralement beaucoup plus importants qu'on ne l'imagine, et même qu'on ne le voit au premier coup d'œil). La tâche du sociologue rural aujourd'hui, ce n'est pas de montrer ce qui change, mais ce qui change dans ce qui change. Affrontés à une situation et à des questions extrêmement nouvelles, les ruralistes de toutes disciplines ont singulièrement à réajuster leur tir. Mais ce n'est pas

une raison pour faire une croix sur tout ce qui s'est dit et écrit avant, et encore moins sur les outils, méthodes, problématiques qui constituent la panoplie, elle aussi héritée.

Certes, la vitalité des sciences de la société réside dans leur capacité à s'ouvrir aux questions nouvelles, mais leur existence même dépend de leur capacité à intégrer ces questions nouvelles dans leur « corpus » théorique. L'analyse du phénomène social actuel qu'est la résurgence du « local » doit être située dans les transformations globales de la formation sociale pour être réellement explicative. Et la production accélérée de « localité » à laquelle il donne lieu doit être envisagée comme un moment historique de l'évolution du capitalisme. L'histoire du « lien local » (10) est plus vieille que celui-ci. Depuis qu'il est le mode de production dominant mondialement, la dialectique entre lutte de classes et « lien local » a connu bien des avatars. Nous assistons à l'apparition d'une nouvelle forme de leurs rapports. Le montrer, analyser les processus à l'œuvre et les caractéristiques nouvelles de ces rapports : c'est en cela, en fin de compte, que consiste notre tâche d'observateurs et d'analystes de la société.

#### BIBLIOGRAPHIE

AGULHON M., BODIGUEL M. (1981). - Les Associations au village. Colloque ARF, Lille 1978. Actes Sud, H. Nyssen éd., Le Paradou.

ARF (1978, 1983). - Colloques de Lille et de Montpellier.

AUTREMENT (1983). - Le local dans tous ses états, n° 47.

BILLAUD J.P. et al. (1983). - Regards sur la localité. Groupe de Recherches Sociologiques de Nanterre/Ministère de l'Urbanisme et du Logement, juin 1983, 224 p.

BONTRON J.C. (1983-1984). - Un renversement de tendances, la campagne se repeuple, *Aménagement et Nature*, n° 72, 1983-84, pp. 21-22.

BONTRON J.C., MATHIEU N. (1968). - Repenser l'espace rural. *Paysans*, n° 70.

BOUDOUL J., FAUR J.P. (1982). - Renaissance des communes rurales ou nouvelle forme d'urbanisation? *Économie et Statistique*, 149, novembre 1982, pp. I-XVI.

BURGUIÈRE A. (1975). - Bretons de Plozevet, Paris, Flammarion, 1975, 383 p.

Commissariat Général du Plan :

— Comment vivrons-nous demain? Rapport du Groupe long terme « Changements de modes de vie » du 9e Plan.

— L'impératif culturel. Rapport du groupe long terme « Culture » du 9e Plan.

DUBOSCQ P. (1983). - La campagne d'Aquitaine - 1951-1981. - Doctorat d'État de l'Université de Toulouse, 1983, 3 tomes.

DULONG R. (1983). - L'autodéfense, enquête sur quelques faits indécidables. Paris, Librairie des Méridiens, 1983, 168 p. (coll. Sociologie au quotidien).

ÉCONOMIE ET HUMANISME (1980). - La ville et la question urbaine, n° 252.

EIZNER N. (1985). - Paradoxes de l'agriculture (à paraître aux éditions Nathan)

ESPACES ET SOCIÉTÉS (1977-79). - Le pouvoir local, nos 20-21, 1977. - La revalorisation des espaces anciens, nos 30-31, 1979.

ÉTUDES RURALES (1976-1977). - Pouvoir et patrimoine au

village, nos 63-64, juillet-déc. 1976 ; n° 65, janv.-mars 1977. 270 et 175 pages.

GANNE B. (1983). - Conflit du travail et changement urbain. Transformation d'un rapport local. Le cas du conflit des Tanneries d'Annonay. *Sociologie du Travail*, 2, 1983, pp. 127-146. Cf. aussi l'exemple de Manufacture à St-Étienne.

GÉOMÉDIA (1984). - 140 cartes sur la France Rurale. Paris.

GREMION P. (1976). - Le pouvoir périphérique. Bureaucrates et notables dans le système politique français. Paris, Le Seuil, 1976, 478 p.

JOLLIVET M. (1963). - Les perspectives de la politique française d'aménagement du territoire. *Informations sur les Sciences Sociales*, Paris, La Haye, Mouton, Vol. II-2, juillet 1963 (Conseil International des Sciences Sociales).

JOLLIVET M. (sous la dir. de) (1974). - Sociétés paysannes ou luttes de classes au village. Paris, Armand Colin.

JOLLIVET M. (1977). - Communes rurales : des élections municipales pour quoi faire? *Premier Mai*, n° 5, avril-mai 1977.

LAMOUR Ph. (1983). - Le renouveau rural, in *La France rurale de l'an 2000. L'aménagement foncier agricole et rural*, n° 39, 1983, pp. 3-12.

LEDROUT R. (1980). - La ville et la question urbaine. *Économie et Humanisme*, n° 252.

MULLER C., GUERMOND Y. (1984). - Le Cotentin d'aujourd'hui. 1984, Gérard Montfort, Brionne, 178 p. (collection dirigée par A. Frémont).

QUÉRÉ L., DRESSLER H. (1978). - Vivre au pays : généalogie d'un slogan. *Autrement*, 14 juin 1978, pp. 197-204.

SCHUMACHER F. (1979). - Small is beautiful, Paris, Le Seuil, 1979, 316 p. (coll. « Points »).

SFEZ L. (1975-1977). - L'objet local. Actes du Colloque de mai 1975. Paris, 1977, Union Gén. d'Éditions, Collect. 10-18, n° 1170, 445 p.

SFEZ L. (1979). - Décision et pouvoir dans la société française. Actes du Colloque. Collect. 10-18, n° 1334.

TIÉVANT S. (1983). - Les études de « communauté » et la ville : héritage et problèmes. *Sociologie du Travail*, 2/83, pp. 243-256.

10. L'expression est de K. Marx.